

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



**PREMIER
MINISTRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Avis de convocation / avis de réunion

PIERRE INVESTISSEMENT 6

Société Civile De Placement Immobilier
Capital social : 22 003 200 €
Visa AMF SCPI n°07-31 du 27 novembre 2007
Siège social : 2, rue de la Paix - 75002 PARIS
RCS PARIS 500 632 138
Société en liquidation

Avis de convocation

Mesdames, Messieurs, les associés de la société civile de placement immobilier Pierre Investissement 6 sont convoqués en assemblée générale mixte le mercredi 24 juin 2026 à 14h30 au 27, avenue de l'Opéra (SALLE REGUS) – 75001 PARIS, à l'effet de délibérer de l'ordre du jour suivant :

RÉSOLUTIONS AGRÉÉES PAR LA SOCIÉTÉ DE GESTION, LIQUIDATEUR.**A titre ordinaire :**

- Rectification de l'erreur matérielle présente dans le texte de la sixième résolution mise au vote lors de l'assemblée générale ordinaire du 25 juin 2025 ;
- Approbation des rapports de gestion, du Commissaire aux comptes et du conseil de surveillance, du bilan, du compte de résultat et annexes de l'exercice clos au 31 décembre 2025 ;
- Quitus à la société de gestion, liquidateur, pour l'exécution de son mandat au titre de l'exercice écoulé ;
- Quitus au conseil de surveillance pour l'exécution de son mandat au titre de l'exercice écoulé ;
- Approbation du rapport du conseil de surveillance et du rapport spécial du Commissaire aux comptes sur les conventions visées à l'article L.214-106 du Code Monétaire et Financier ;
- Affectation du résultat ;
- Approbation de la valeur comptable de la société ;
- Approbation des valeurs de réalisation, de reconstitution de la société ;
- Fixation du montant des jetons de présence à allouer au conseil de surveillance pour 2026 ;
- Approbation du renouvellement de la police d'assurance « responsabilité des membres du conseil de surveillance » pour l'exercice clos au 31 décembre 2027 ;
- Pouvoirs pour les formalités.

A titre extraordinaire :

- Mise en conformité des statuts avec l'ordonnance n° 2013-676 du 25 juillet 2013 - Modification corrélative des articles 16 et 23 des statuts ;
- Mise en conformité des statuts avec l'ordonnance n° 2024-662 du 3 juillet 2024 - Modification corrélative de l'article 23 des statuts ;
- Modification du nombre minimum légal des membres composant le conseil de surveillance – Mise en conformité de l'article 19 des statuts et modification corrélative du règlement du conseil de surveillance ;
- Modification de l'article 20 des statuts ;
- Suppression de la règle de quorum en assemblée générale – Modification des articles 22, 23, 24 et 25 des statuts ;
- Modification de l'article 28 des statuts ;
- Modification de l'article 30 des statuts ;
- Modification des articles 4 et 15 des statuts - Modification de siège social à la suite de la décision du 3 mars 2026 ;
- Pouvoirs pour les formalités.

RÉSOLUTIONS NON AGRÉÉES PAR LA SOCIÉTÉ DE GESTION, LIQUIDATEUR.**A titre ordinaire :**

- Injonction de mise en œuvre d'un plan de liquidation accéléré ;
- Information sur les capacités d'indemnisation ;
- Réserve budgétaire ;
- Informations sur la gestion et la vente de l'immeuble de cahors.

Il est rappelé l'importance pour les associés de participer à cette assemblée, qui ne peut valablement délibérer, sur première convocation, sur les résolutions à caractère ordinaire que si les associés présents, représentés ou ayant voté par correspondance détiennent au moins le quart du capital social de la SCPI et sur les résolutions à caractère extraordinaire que si les associés présents, représentés ou ayant voté par correspondance détiennent au moins la moitié du capital social de la SCPI.

Texte des résolutions**RÉSOLUTIONS AGRÉÉES PAR LA SOCIÉTÉ DE GESTION, LIQUIDATEUR,****A titre ordinaire :**

Première résolution - L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises, prend acte que la sixième résolution mise au vote lors de l'assemblée générale ordinaire du 25 juin 2025 est affectée d'erreurs matérielles en tant qu'elle indique que : « L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises, sur proposition de la Société de gestion, liquidateur, décide que le bénéfice de l'exercice 2024 s'élevant à la somme de 474 744 € est affecté au poste report à nouveau, ainsi que le résultat déficitaire en attente d'affectation de 1 514 779 € des années antérieures, ramenant ainsi ce poste au montant déficitaire de 2 533 636 €. »

Afin de rectifier ces erreurs matérielles, l'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises, approuve la modification de la sixième résolution du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire du 25 juin 2025 (telle qu'elle figurait dans le rapport annuel 2025 portant sur l'exercice clos le 31 décembre 2024), rédigée comme suit : « L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises, sur proposition de la Société de gestion, liquidateur, décide que le bénéfice de l'exercice s'élevant à la somme de 474 744 € est affectée au poste report à nouveau, ainsi que les résultats en attente d'affectation de - 1 514 779 € des années antérieures, ramenant ainsi ce poste au montant déficitaire de 2 058 892 €. »

Bénéfice de l'année	474 744 €
Résultats antérieurs en attente d'affectation	-909 376 €
Résultats 2023 en attente d'affectation	-605 403 €
Résultat à affecter au 31/12/2024	-1 040 035 €
Poste "Report à nouveau" au 31/12/2024	-1 018 857 €
Affectation du solde au report à nouveau	-2 058 892 €

Il est rappelé à l'assemblée générale que cette sixième résolution avait été adoptée.

Deuxième résolution - L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises, après avoir entendu lecture des rapports de la Société de gestion, liquidateur, du Commissaire aux comptes et du conseil de surveillance, du bilan, du compte de résultat et annexes de l'exercice clos le 31 décembre 2025, approuve lesdits rapports, bilan, compte de résultat et annexes, tels qu'ils lui ont été présentés, et approuve en conséquence les opérations résumées dans ces rapports et traduites dans ces comptes.

Troisième résolution - L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises, donne quitus entier et sans réserve à la Société de gestion, liquidateur, pour l'exécution de son mandat au titre de l'exercice clos au 31 décembre 2025.

Quatrième résolution - L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises, donne quitus entier et sans réserve au conseil de surveillance pour l'exécution de son mandat au titre de l'exercice clos au 31 décembre 2025.

Cinquième résolution - L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises, après avoir entendu lecture du rapport du conseil de surveillance et du rapport spécial du Commissaire aux comptes sur les conventions visées par l'article L.214-106 du Code monétaire et financier, approuve les conclusions desdits rapports et les conventions qui y sont mentionnées.

Sixième résolution - L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises, sur proposition de la Société de gestion, liquidateur, décide que la perte de l'exercice s'élevant à la somme de 349 259 € est affecté au poste report à nouveau, ramenant ainsi ce poste au montant déficitaire de 2 408 151 € ⁽¹⁾.

Perte de l'année	-349 259 €
Résultat à affecter au 31/12/2025	-349 259 €
Poste "Report à nouveau" au 31/12/2025	-2 058 892 €
Affectation du solde au report à nouveau	-2 408 151 €

(1) Sous réserve d'approbation de la première résolution

Septième résolution - L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises, approuve la valeur comptable de la société telle qu'elle figure au rapport de la Société de gestion, liquidateur, et s'élevant au 31 décembre 2025 à :

En €	Total 2025	Par part
Valeur comptable	2 866 961 €	833,90 €

Huitième résolution - L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises, approuve les valeurs de réalisation et de reconstitution de la société telles qu'elles figurent au rapport de la Société de gestion, liquidateur, et s'élevant au 31 décembre 2025 à :

En €	Total 2025	Par part
Valeur de réalisation	2 866 961 €	833,90 €
Valeur de reconstitution	3 580 277 €	1 041,38 €

Neuvième résolution - L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises, sur proposition de la Société de gestion, liquidateur, fixe le montant global des jetons de présence alloués aux membres du conseil de surveillance au titre de l'exercice social qui sera clos au 31 décembre 2026 à 3 600 €. Ce montant sera réparti entre chaque membre au prorata de sa présence effective aux réunions du conseil.

Dixième résolution - L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises, décide de renouveler la police d'assurance « responsabilité des membres du conseil de surveillance de SCPI » à souscrire auprès de la compagnie CHUBB pour l'exercice social qui sera clos au 31 décembre 2027, étant précisé qu'à titre informatif, le coût supporté par la SCPI s'est élevé à la somme de 1 680 € HT pour l'exercice social qui sera clos au 31 décembre 2026.

Onzième résolution - L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises, donne tous pouvoirs au porteur de l'original, d'une copie ou d'un extrait des présentes à l'effet de procéder à tous dépôts et d'accomplir toutes formalités légales.

A titre extraordinaire :

Douzième résolution - L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises, après avoir entendu lecture des rapports de la Société de gestion, liquidateur et du Conseil de surveillance, approuve la modification des articles 16 et 23 des statuts relative à la suppression de l'approbation de l'assemblée générale pour la vente des biens de la société ainsi que les conditions de prix, dans le cadre de sa mise en conformité avec l'ordonnance n° 2013-676 du 25 juillet 2013 modifiant le cadre juridique de la gestion d'actifs.

En conséquence, les articles 16 et 23 des statuts sont modifiés de la manière suivante :

« ARTICLE 16

ATTRIBUTIONS ET POUVOIRS DE LA SOCIETE DE GESTION

(...)

b) ADMINISTRATION DU PATRIMOINE IMMOBILIER DE LA SCPI

(...)

~~Il soumet à l'assemblée générale la vente et des biens immobiliers de la société ainsi que les conditions de prix après approbation du Conseil de Surveillance.~~

(...). »

Le reste de l'article demeure inchangé.

« ARTICLE 23

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE

(...)

~~Elle autorise les cessions, aliénations des immeubles.~~

(...). »

Le reste de l'article demeure inchangé, sous réserve de l'adoption d'autres résolutions extraordinaires portées à l'ordre du jour de la présente assemblée générale emportant d'autres modifications de cet article.

Treizième résolution - L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises, après avoir entendu lecture des rapports de la Société de gestion, liquidateur et du Conseil de surveillance, approuve la modification de l'article 23 des statuts dans le cadre de sa mise en conformité avec l'ordonnance n° 2024-662 du 3 juillet 2024 portant

modernisation du régime des fonds d'investissement alternatifs qui supprime le recours à une assemblée générale ou au conseil de surveillance pour la validation des valeurs de reconstitution, de réalisation et comptable de la société.

En conséquence, l'article 23 des statuts est modifié de la manière suivante :

« ARTICLE 23

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE

(...)

Elle approuve les comptes de l'exercice écoulé, statue sur l'affectation et la répartition des bénéfices, ~~et approuve la valeur comptable, la valeur de réalisation et la valeur de reconstitution~~ de la société.

(...). »

Le reste de l'article demeure inchangé, sous réserve de l'adoption d'autres résolutions extraordinaires portées à l'ordre du jour de la présente assemblée générale emportant d'autres modifications de cet article.

Quatorzième résolution - L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises, après avoir entendu lecture des rapports de la Société de gestion, liquidateur et du Conseil de surveillance, approuve, dans le cadre de la mise en conformité des statuts avec l'ordonnance n° 2025-230 du 12 mars 2025 relative aux organismes de placement collectif, la modification de l'article 19 des statuts afin d'abaisser à trois (3) le nombre minimum de membres du conseil de surveillance, emportant modification corrélative du règlement du conseil de surveillance.

En conséquence, l'article 19 des statuts est modifié de la manière suivante :

« ARTICLE 19

CONSEIL DE SURVEILLANCE

(...)

Nomination

Le Conseil de Surveillance est composé de ~~sept membres~~ **trois membres** au moins, et douze membres au plus pris parmi les associés.

Pour permettre aux associés de choisir personnellement les membres du Conseil de Surveillance, la Société de gestion procède à un appel à candidatures avant l'assemblée générale ordinaire devant nommer lesdits membres.

(...). »

Le reste de l'article demeure inchangé.

Quinzième résolution - L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises, après avoir entendu lecture des rapports de la Société de gestion, liquidateur et du Conseil de surveillance, approuve la modification des statuts dans le cadre de leur mise en conformité avec les dispositions des articles R.214-157-1 du Code monétaire et financier et 422-234 et suivants du Règlement général de l'Autorité des marchés financiers, ainsi qu'avec le décret n° 2025-762 du 4 août 2025, prévoyant notamment que la dénomination « expert immobilier » est remplacée par celle d'« expert externe en évaluation », que la durée de son mandat est portée à six (6) ans et que sa désignation relève désormais de la Société de gestion, sans vote de l'Assemblée générale.

En conséquence, l'article 20 des statuts est modifié de la manière suivante :

« ARTICLE 20

EXPERT ~~INTERNE EN EVALUATION IMMOBILIER~~ **EXTERNE EN EVALUATION IMMOBILIER**

La valeur vénale des immeubles résulte d'une expertise réalisée par un expert ~~immobilier~~ **externe en évaluation** nommé par ~~la Société de gestion l'Assemblée Générale Ordinaire~~ **la Société de gestion** pour ~~4~~ **6** ans. ~~Cette nomination a lieu après acceptation par l'Autorité des Marchés Financiers de sa candidature qui a préalablement été présentée par la Société de gestion.~~

L'expert est sélectionné conformément à la réglementation en vigueur applicable aux sociétés civiles de placement immobilier. L'expert peut être révoqué et remplacé selon les formes prévues pour sa nomination. »

Le reste de l'article demeure inchangé.

Seizième résolution - L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises, après avoir entendu lecture des rapports de la Société de gestion, liquidateur et du Conseil de surveillance, approuve la modification des articles 22, 23, 24 et 25 des statuts dans le cadre de leur mise en conformité avec l'ordonnance n° 2025-230 du 12 mars 2025 relative aux organismes de placement collectif qui prévoit que l'assemblée générale peut se tenir sans qu'un quorum soit requis.

En conséquence, les articles 22, 23, 24 et 25 des statuts sont modifiés de la manière suivante :

« ARTICLE 22

ASSEMBLÉES GÉNÉRALES

(...)

Pour toute procuration d'un associé sans indication de mandataire, le président de l'assemblée générale émet un avis favorable à l'adoption des projets de résolutions présentés ou agréés par la Société de gestion et un vote défavorable à l'adoption de tous autres projets de résolutions.

~~Pour le calcul du quorum, s~~Seuls sont pris en compte, les formulaires de vote par correspondance reçus par la société au plus tard la veille de la date de réunion de l'assemblée, si la veille tombe un jour ouvré. A défaut, seuls seront pris en compte les formulaires de vote par correspondance reçus par la société au plus tard le dernier jour ouvré précédant la date de réunion de l'assemblée.

Les formulaires ne donnant aucun sens de vote ou exprimant une abstention sont considérés comme des votes négatifs. »
Le reste de l'article demeure inchangé.

« ARTICLE 23 ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE

(...)

Elle délibère sur toutes propositions, portées à l'ordre du jour, qui ne sont pas de la compétence de l'assemblée générale extraordinaire. ~~L'assemblée générale ordinaire délibère valablement sans condition de quorum. Les décisions sont prises à la majorité des voix exprimées des associés présents ou représentés, ou ayant voté par correspondance.~~

~~Pour délibérer valablement sur première convocation, l'assemblée générale ordinaire doit se composer d'un nombre d'associés représentant au moins un quart du capital social.~~

~~Si cette condition n'est pas remplie, il est convoqué une deuxième fois, à six jours d'intervalle au moins, une nouvelle assemblée qui délibère valablement, quel que soit le nombre d'associés présents ou représentés mais, seulement sur les questions portées à l'ordre du jour de la première réunion.~~

~~Les délibérations de l'assemblée générale ordinaire sont prises à la majorité des voix des associés présents, représentés ou ayant voté par correspondance. »~~

Le reste de l'article demeure inchangé sous réserve de l'adoption d'autres résolutions extraordinaires portées à l'ordre du jour de la présente assemblée générale emportant d'autres modifications de cet article.

« ARTICLE 24 ASSEMBLÉE GÉNÉRALE EXTRAORDINAIRE

(...)

L'assemblée peut déléguer à la Société de gestion le pouvoir de :

- fixer les conditions des augmentations de capital,
- constater celles-ci, faire toutes les formalités nécessaires, en particulier, les modifications corrélatives des statuts.

~~L'assemblée générale extraordinaire délibère valablement sans condition de quorum.~~

~~Ses décisions sont prises à la majorité des voix exprimées des associés présents ou représentés, ou ayant voté par correspondance.~~

~~Pour délibérer valablement, l'assemblée générale extraordinaire sur première convocation doit être composée d'associés représentant au moins la moitié du capital social, et ses décisions sont prises à la majorité des voix dont disposent les associés présents, représentés ou ayant voté par correspondance.~~

~~Si cette condition de quorum n'est pas remplie, il est convoqué sur deuxième convocation une nouvelle assemblée qui se réunit au moins six jours après la date de l'insertion de l'avis de convocation ou la date d'envoi de la lettre de convocation.~~

~~La nouvelle assemblée délibère valablement, quel que soit le nombre d'associés présents, représentés ou ayant voté par correspondance, mais seulement sur les questions portées à l'ordre du jour de la première réunion. »~~

Le reste de l'article demeure inchangé.

« ARTICLE 25 CONSULTATION PAR CORRESPONDANCE

(...)

Les associés ont un délai de vingt jours, à compter du jour d'envoi de la consultation faite par la Société de gestion pour faire connaître par écrit leur vote.

~~Les décisions collectives prises par voie de consultation écrite sont réputées valablement adoptées dès lors qu'elles réunissent la majorité des voix exprimées des associés ayant répondu.~~

~~Aucun quorum n'est requis.~~

~~Les décisions collectives, par consultations écrites, doivent, pour être valables, réunir les conditions de quorum et de majorité définies ci-dessus pour les assemblées générales ordinaires.~~

~~Si les conditions de quorum ne sont pas obtenues à la première consultation, la Société de gestion procède après un intervalle de six jours, à une nouvelle consultation par correspondance, dont les résultats seront valables quel que soit le nombre d'associés ayant fait connaître leur décision.~~

~~(...).~~ »

Le reste de l'article demeure inchangé.

Dix-septième résolution - L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises, après avoir entendu lecture des rapports de la Société de gestion, liquidateur et du Conseil de surveillance, approuve la modification de l'article des statuts relatif à l'établissement des comptes sociaux afin d'actualiser sa rédaction et de prévoir une référence générale aux dispositions légales et réglementaires applicables aux sociétés civiles de placement immobilier en vigueur.

En conséquence, l'article 28 est désormais rédigé comme suit :

« ARTICLE 28

ETABLISSEMENT DES COMPTES SOCIAUX

(...)

Les comptes annuels sont établis ~~conformément~~ suivant les règles et principes comptables définis par le règlement n°99-06 du Comité de la Réglementation Comptable du 23 juin 1999 modifiant l'arrêté du 26 avril 1995, tels qu'intégrés dans le plan comptable applicable aux S.C.P.I., et les textes modificatifs éventuels. ~~aux règles comptables applicables aux sociétés civiles de placement immobilier édictées par l'Autorité des normes comptables ainsi qu'aux dispositions légales et réglementaires en vigueur applicables aux SCPI.~~

(...). »

Le reste de l'article demeure inchangé.

Dix-huitième résolution - L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises, après avoir entendu lecture des rapports de la Société de gestion, liquidateur et du Conseil de surveillance, approuve la modification de l'article 30 des statuts relatif à la dissolution de la Société afin d'actualiser la dénomination de la juridiction compétente conformément aux dispositions légales en vigueur.

En conséquence, l'article 30 est désormais rédigé comme suit :

« ARTICLE 30

Dissolution

(...)

A défaut, tout associé pourra, un an avant ladite échéance, demander au Président du Tribunal ~~judiciaire de Grande Instance~~ du lieu du siège social la désignation d'un mandataire de justice chargé de consulter les associés et d'obtenir une décision de leur part sur la prorogation éventuelle de la société.

(...). »

Le reste de l'article demeure inchangé.

Dix-neuvième résolution - L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises, après avoir entendu lecture des rapports de la Société de gestion, liquidateur et du Conseil de surveillance, prend acte du nouveau siège social de la Société de gestion sis 38 Avenue de l'Opéra 75002, Paris et de l'autorisation pour la Société de gestion de modifier les statuts de la SCPI en conséquence, afin que le siège social de celle-ci soit également fixé au 38 Avenue de l'Opéra, 75002 Paris.

En conséquence, les articles 4 et 15 des statuts sont désormais rédigés comme suit, l'assemblée générale extraordinaire ratifiant le transfert de siège social de la Société de gestion et de la SCPI au 38 Avenue de l'Opéra, 75002 Paris :

« ARTICLE 4

Siège social

Le siège social est fixé à PARIS 75002 – 38 Avenue de l'Opéra.

Il pourra être transféré en tout autre endroit de la même ville ou d'un département limitrophe par simple décision de la Société de gestion, et partout ailleurs en France par décision collective des Associés. Lors d'un transfert décidé par la Société de gestion, celle-ci est autorisée à modifier les statuts en conséquence. »

« ARTICLE 15

Nomination de la Société de gestion

La société est administrée par un gérant, dénommé "la Société de gestion". La société INTER GESTION, Société Anonyme au capital de deux cent quarante mille euros (240 000 €), dont le siège social est à PARIS 2ème, 38 avenue de l'Opéra, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés sous le numéro 345 004 436 RCS PARIS est désignée comme Société de gestion statutaire de la société.

(...). »

Le reste de l'article demeure inchangé.

Vingtième résolution - L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises, donne tous pouvoirs au porteur de l'original, d'une copie ou d'un extrait des présentes à l'effet de procéder à tous dépôts et d'accomplir toutes formalités légales.

RÉSOLUTIONS NON AGRÉÉES PAR LA SOCIÉTÉ DE GESTION, LIQUIDATEUR.**A titre ordinaire :*****Vingt-et-unième résolution –******EXPOSÉ DES MOTIFS :*****Le patrimoine subit une dépréciation fulgurante**

Les associés constatent depuis quelques années l'érosion continue et massive de la valeur de leur investissement. La part, qui demandait un investissement de 8000 € en 2007, voit sa valeur réduite à 833,90 € au 31-12-2025. Notamment depuis la désignation d'INTER GESTION REIM en qualité de Société de Gestion liquidatrice, la valeur a chuté de plus de 50 %.

Une inertie opérationnelle préjudiciable

L'efficacité d'une liquidation repose sur sa célérité. Or, en quatre ans, seuls 7 actifs sur 20 ont été cédés. Cette lenteur contredit les usages professionnels d'une liquidation efficiente, qui ne devrait normalement pas excéder trois ans.

Une structure financièrement insoutenable

Le maintien de la SCPI sous perfusion génère un cercle financier vicieux décrit dans le rapport du Conseil de Surveillance : dégradation des actifs, déficit structurel, hémorragie de trésorerie.

Malgré les alertes répétées du Conseil de Surveillance année après année, la Société de Gestion n'a pas accéléré le processus de vente.

Face à cette passivité, les associés soussignés entendent contraindre la liquidation à une obligation de résultats.

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises, après avoir pris connaissance de l'exposé des motifs :

1. Constate la carence de la Société de gestion Liquidatrice dans la célérité du processus de cession des actifs et le préjudice financier direct qui en découle pour les associés.
2. Enjoint formellement la Société de gestion, Inter Gestion REIM, de mettre en œuvre un « Plan de Liquidation d'Urgence » visant la cession de l'intégralité du patrimoine restant avant le 31 décembre 2027.
3. Exige que la Société de gestion mobilise sans délai les moyens humains et techniques nécessaires pour atteindre cet objectif.
4. Décide que, si cet objectif est atteint au 31 décembre 2027 et si les immeubles cédés entre la date de la présente Assemblée Générale et le 31 décembre 2027 l'ont été à une valeur égale ou supérieure à 80 % de leur dernière valeur d'expertise, Inter Gestion REIM se verra attribuer par la SCPI une prime de 100 000 euros.
5. Décide qu'en revanche, si la cession du patrimoine n'est pas complète au 31 décembre 2027, les honoraires de liquidation de la Société de gestion seront réduits de 0,2 % pour les immeubles non vendus.

Vingt-deuxième résolution - L'Assemblée Générale décide que la Société de gestion présentera aux associés une information détaillée, actualisée et documentée relative aux dispositifs susceptibles de contribuer à l'indemnisation des préjudices subis par la SCPI. Cette information devra être effective avant le 16 septembre 2026 à minuit.

Cette présentation portera notamment sur :

- les contrats d'assurance applicables, en particulier ceux relevant de la responsabilité civile professionnelle (RCP), en précisant leur période de validité,
- les plafonds de garantie, franchises et exclusions significatives,
- les autres sources potentielles d'indemnisation (fonds propres, garanties, dispositifs internes ou externes),
- l'état des démarches engagées pour leur mobilisation.

Cette présentation devra permettre aux associés d'apprécier concrètement :

- les capacités d'indemnisation effectivement mobilisables,
- un ordre de grandeur des montants susceptibles d'être recouvrés,
- ainsi que les délais prévisibles associés.

Vingt-troisième résolution - L'assemblée générale décide qu'une somme de 75.000 euros sera inscrite au budget 2026 de la SCPI PIERRE INVESTISSEMENT 6, pour permettre au conseil de surveillance de solliciter toute consultation juridique, réaliser tout audit et/ou expertise portant sur la gestion juridique, comptable, économique, financière et immobilière de la SCPI PI6 et ce dans l'intérêt de la société et afin de permettre au conseil de surveillance d'exécuter sa mission d'assistance et de contrôle de la Société de gestion. Cette somme vient compléter les montants votés par les AG des années précédentes pour le même objet, qui n'auraient pas encore été utilisées.

Dans le respect de l'objet de l'affectation précisée ci-dessus, le conseil de surveillance pourra user de cette somme à sa convenance, et selon les règles prévues en matière de prise de décision au sein de cet organe.

Vingt-quatrième résolution –***EXPOSÉ DES MOTIFS :***

La phase de liquidation de la Société permet désormais de dresser un bilan des opérations menées par la Société de Gestion Inter Gestion pour le compte de la SCPI. La situation de l'immeuble situé à Cahors suscite de sérieuses interrogations. Au regard des éléments portés à la connaissance des membres du Conseil de Surveillance lors de sa

réunion du lundi 30 mars 2026, l'immeuble de Cahors va être vendu pour un montant de 24,15 % de son prix de revient, ce qui occasionne une perte nette prévisible de 3 456 000 € sur cette seule opération. Un tel écart entre le coût global de l'opération et le prix de cession finalement retenu ne peut rester sans explications circonstanciées de la part de la Société de Gestion.

Les associés de la SCPI Pierre Investissement 6 mettent en demeure Inter Gestion REIM de formaliser par écrit et de transmettre à chacun des associés avant le 16 septembre 2026 à minuit, les réponses précises et documentées aux sept questions suivantes :

1. Étude de marché préalable à l'acquisition

La Société de gestion a-t-elle réalisé une étude du marché immobilier local avant de procéder à l'acquisition de ce bien pour le compte de la SCPI ?

Si oui, les associés demandent que leur soient communiqués les principaux éléments de cette étude, notamment la comparaison du prix d'achat au m² avec les prix moyens constatés sur la cession de biens comparables.

2. Choix et mission de l'Assistant Maître d'Ouvrage

Selon quels critères l'Assistant Maître d'Ouvrage a-t-il été sélectionné ? Quels ont été le montant de sa rémunération, la nature exacte de sa mission, ainsi que les objectifs qui lui étaient assignés ?

3. Analyse de la valeur post-travaux

Pour quelles raisons ce bien n'a-t-il pas vu sa valeur augmenter malgré un niveau de travaux atteignant près de 2 000 € par m², montant correspondant à une rénovation de standing élevé ?

4. Dépréciation lors de la cession

Quelles sont les causes de l'importante perte de valeur constatée lors de la vente ?

Les états des lieux de sortie des derniers locataires font-ils état de dégradations anormales ?

Si tel est le cas, des recours ont-ils été engagés contre les responsables et/ou leurs assureurs ?

5. Suivi et contrôles sur site

Des visites sur site par la Société de Gestion ont-elles été réalisées afin de s'assurer du bon accomplissement de la mission confiée au gestionnaire local ?

En cas de manquements constatés, quelles procédures ou diligences ont été engagées par la Société de gestion ?

6. Dégradations et occupations illicites

La Société de gestion a-t-elle constaté des dégradations anormales du bien ou des occupations illicites récentes susceptibles d'avoir un impact significatif sur les conditions de cession et, par conséquent, sur la valeur liquidative finale revenant aux associés ?

7. Étude de marché préalable à la cession

Une étude du marché immobilier local a-t-elle été réalisée avant la signature du compromis de vente et quels en sont les principaux résultats ?

Si oui, les associés demandent que leur soient communiqués les principaux éléments de comparaison entre le prix de vente retenu et les prix du marché pour des biens comparables. »

Si le quorum n'était pas atteint, l'assemblée générale ne pourrait délibérer. Les associés seraient alors, de nouveau, convoqués pour le vendredi 17 juillet 2026 à 10h30 au 27, avenue de l'Opéra (SALLE REGUS) – 75001 PARIS, à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour de l'assemblée générale figurant ci-dessus.

La Société de gestion, liquidateur
Inter Gestion REIM